

Note d'information

n° 247
Avril 2021

À La Réunion, parmi les apprentis inscrits en dernière année d'un cycle d'études professionnelles en 2017 ou 2018, 20% sont toujours en formation l'année suivante. 41% de ceux qui sont sortis du système scolaire en 2018 ou 2019 sont en emploi salarié six mois après leur sortie. L'obtention du diplôme préparé est un atout pour l'insertion professionnelle. Le plus souvent les jeunes apprentis signent un contrat à durée indéterminée pour leur premier emploi. Par ailleurs, les jeunes apprentis issus de la filière Production bénéficient d'une meilleure insertion.

L'insertion des apprentis six mois après leur sortie du système éducatif en 2018 ou 2019

20% des apprentis poursuivent leurs études après leur dernière année d'apprentissage

Parmi les apprentis sortis en 2018 ou en 2019 d'une dernière année de formation par apprentissage de niveau CAP à BTS à La Réunion, 20 % sont toujours en formation l'an-

née suivante, qu'ils redoublent leur année, poursuivent leurs études ou s'orientent vers une autre formation. Cette proportion varie de 13% pour les BP, à 23% pour les apprentis de niveau CAP.

Globalement les jeunes femmes restent davantage en formation que les jeunes

Tab 1 - Taux de poursuite de formation des apprentis et taux d'emploi à 6 mois selon le niveau de sortie

		Toujours en formation (%)	En emploi (%)
Ensemble	Ensemble	20	41
	Femmes	21	38
	Hommes	20	42
CAP	Ensemble	23	36
	Femmes	25	29
	Hommes	22	38
Autres niveau V	Ensemble	18	42
	Femmes	20	35
	Hommes	18	44
Bac pro	Ensemble	18	36
	Femmes	24	28
	Hommes	15	40
BP	Ensemble	13	50
	Femmes	10	54
	Hommes	14	48
Autres niveau IV	Ensemble	12	45
	Femmes	10	34
	Hommes	13	50
BTS	Ensemble	22	43
	Femmes	23	40
	Hommes	21	47
Autres niveau III	Ensemble	24	48
	Femmes	21	50
	Hommes	24	48

Champ : Inscrits en année terminale en apprentissage en 2017 ou 2018, et apprentis sortants en 2018 ou 2019.

Source : Dares-Depp-InserJeunes

hommes, particulièrement au niveau Bac pro (24% pour les femmes contre 15% pour les hommes). En revanche, c'est le contraire au niveau BP (14% pour les hommes contre 10% pour les femmes) (tableau 1).

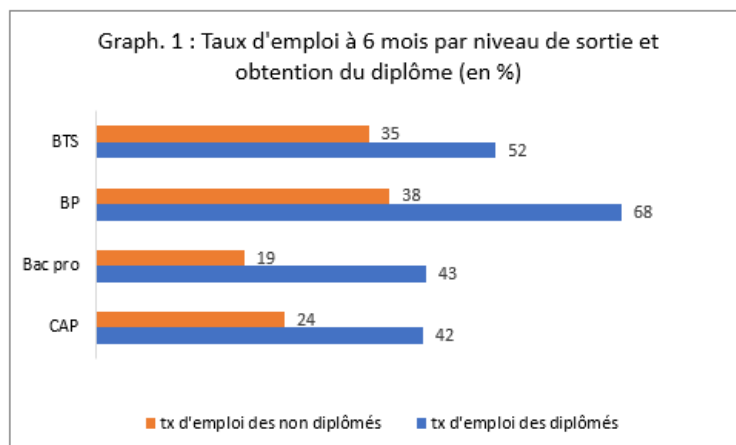
41% des apprentis professionnels sont en emploi salarié six mois après leur sortie d'études

41% des apprentis qui ne sont plus en formation sont en emploi salarié six mois après leur sortie du système scolaire en 2018 ou 2019, contre 62 % au niveau national. Les chances de trouver un emploi rapidement sont plus importantes pour les BP (50%) et les BTS (43%). Au bout de six mois, 36% des apprentis sortant d'un CAP ou d'un Bac Professionnel sont en emploi.

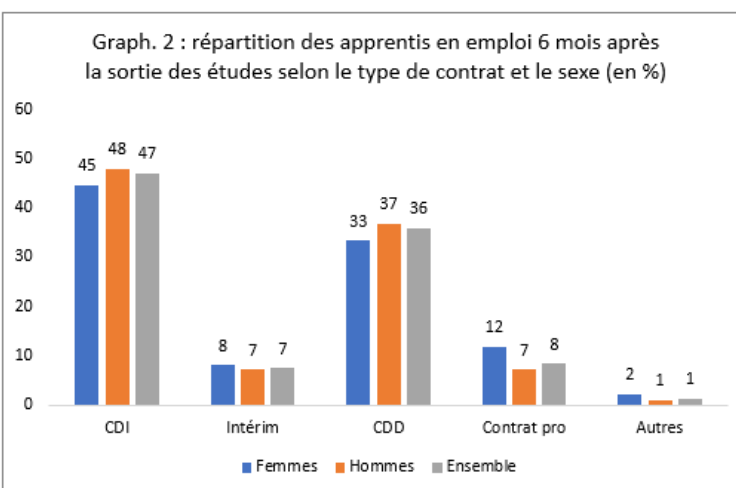
Au-delà de ces principaux diplômes, existent d'autres formations de même niveau, tels les titres homologués. Ils représentent 21 % de l'ensemble des apprentis en dernière année de formation et s'insèrent mieux que leurs homologues sortant d'une formation au diplôme principal de même niveau. Globalement les garçons s'insèrent professionnellement mieux que les filles (42% contre 38%) excepté au niveau BP où le taux d'emploi des filles est supérieur à celui des garçons de 6 points.

Le diplôme représente un atout dans l'insertion professionnelle

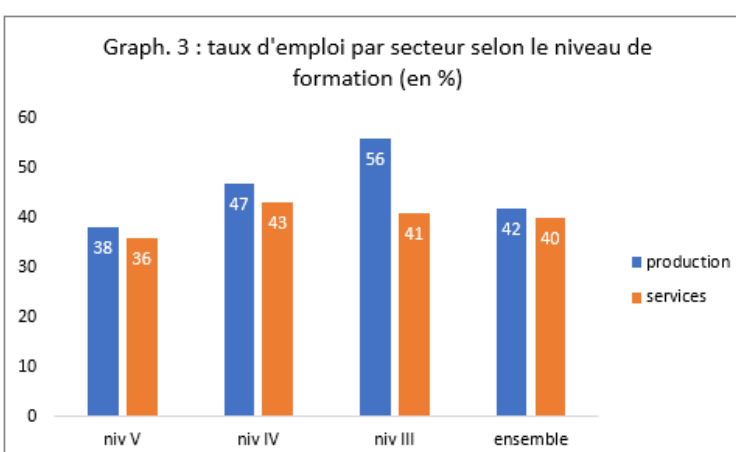
Tous niveaux confondus, 70% des élèves en dernière année de formation professionnelle ne poursuivant pas leurs études ont obtenu leur diplôme. L'obtention du di-



Champ : Apprentis sortants en 2018 ou 2019 avec obtention du diplôme renseignée
Source : Dares-Depp-InserJeunes



Champ : Sortants en emploi en 2018 ou 2019
Source : Dares-Depp-InserJeunes



Champ : Sortants en emploi en 2018 ou 2019
Source : Dares-Depp-InserJeunes

plôme préparé permet de trouver un emploi plus rapidement. Six mois après leur sortie du système éducatif en 2018 ou 2019, 48 % des apprentis ayant obtenu leur diplôme sont en emploi contre 31 % de ceux ne l'ayant pas obtenu. Cet avantage est particulièrement important pour les sortants d'un BP : six mois après leur sortie du système éducatif 68% des diplômés sont en emploi contre 38% des non diplômés (graphique 1).

Les jeunes apprentis sortants sont plus souvent en CDI

Globalement, l'emploi à durée indéterminée est prédominant pour le premier emploi des jeunes apprentis sortant de voie professionnelle : ce type de contrat concerne près de la moitié des anciens apprentis en emploi salarié. Un peu plus d'un tiers des anciens apprentis sont en CDD. Ces deux types de contrats sont légèrement plus souvent signés par les jeunes

hommes alors que les filles sont plus souvent en contrat de professionnalisation (graphique 2).

Un apprenti sur dix travaille à temps partiel

Un jeune sur dix travaille à temps partiel. Cette part est la plus faible au niveau du BTS et du Bac Pro (respectivement 9% et 10% contre 14% en CAP).

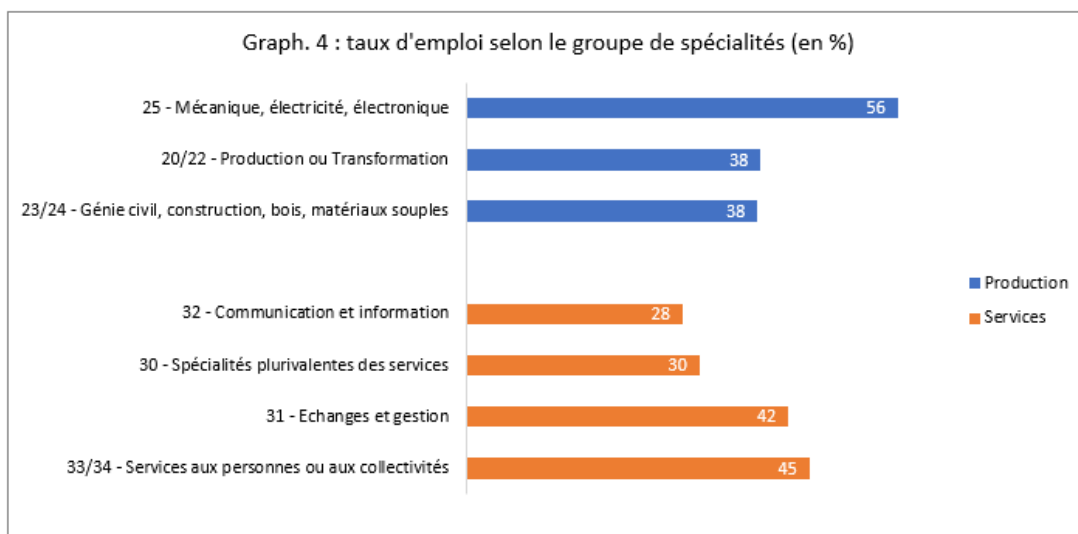
Globalement les filles travaillent plus souvent à temps partiel que les garçons. Cela concerne 14% des filles contre 9% des garçons. L'écart entre les hommes et les femmes est le plus important pour les sortants de Bac professionnel (+ 15 points). En revanche pour les sortants de CAP ce sont les hommes qui sont le plus souvent à temps partiel (14%, contre 10% pour les femmes).

Des taux d'emploi supérieurs à la sortie de la filière Production

Tous niveaux confondus, le taux

d'emploi des apprentis venant de la filière Production est légèrement supérieur à celui des sortants d'une formation relevant de la filière Services (42% contre 40%). L'écart entre les deux filières s'accroît avec le niveau de formation. Il est ainsi de 2 points au niveau V (CAP et autres), 4 points au niveau IV (bac professionnel et autres) et 15 points au niveau III (BTS et autres) (graphique 3).

Les apprentis sortis en 2018 ou 2019 de la filière Production bénéficient d'une meilleure insertion lorsqu'ils ont suivi une spécialité dans le domaine « mécanique, électricité, électronique ». Dans la filière Services ce sont les spécialités des domaines « Services aux personnes ou aux collectivités » et « échanges et gestion » qui offrent la meilleure insertion (graphique 4).



Champ : Sortants en emploi en 2018 ou 2019

Source : Dares-Depp-InserJeunes

Source et champs : Le dispositif InserJeunes permet de rendre compte de l'insertion professionnelle des sortants de formation professionnelle en lycée ou en apprentissage. Par l'appariement de fichiers de suivi des scolarités et des Déclarations Sociales Nominatives, il permet de déterminer si les élèves inscrits en année terminale d'une formation professionnelle sont sortis du système scolaire ou s'ils poursuivent leurs études. Puis, pour les sortants, il permet de déterminer s'ils occupent un emploi salarié à des dates d'observation données (6 mois, 12 mois, 18 mois et 24 mois après la sortie).

Le champ des formations prises en compte dans le dispositif Inserjeunes couvre pour les lycéens : les CAP, baccalauréats professionnels, BTS, Mentions complémentaires de niveau IV et V dispensés dans les EPLE publics et privés sous contrat sous tutelle du ministère de l'éducation nationale.

L'emploi des sortants de formation est mesuré à partir des Déclarations Sociales Nominatives. Il couvre l'ensemble du champ salarié privé, hors particuliers employeurs, ainsi qu'une partie des salariés du secteur agricole, en France.

Les indicateurs sont calculés sur 2 années cumulées. Ils ne sont pas affichés quand le dénominateur est inférieur à 20 pour des raisons de robustesse statistique.

Insertion des jeunes : un projet innovant DEPP/DARES¹ d'appariement des bases de l'éducation et du travail

InserJeunes est un système d'information obtenu par rapprochement des bases de données administratives « scolarité » (remontées administratives des inscriptions des élèves et des apprentis) et de bases de données « emploi » afin de calculer chaque année au niveau établissement (lorsque les effectifs sont suffisants) les indicateurs suivants :

- taux d'emploi des sortants de l'établissement et valeur ajoutée de l'établissement;
- taux de poursuite d'études;
- taux d'interruption en cours de formation.

Le système d'information InserJeunes diffuse également, pour les centres de formation des apprentis, la part de contrats d'apprentissage interrompus avant leur terme.

Il permet de se rapprocher de l'exhaustivité et de construire des indicateurs d'insertion à des niveaux très fins. Ces indicateurs sont disponibles à différents moments après la sortie du système éducatif (6 mois, 12 mois, 18 mois et 24 mois).

Le dispositif InserJeunes succède aux enquêtes IVA et IPA menées par la DEPP, mais les taux d'insertion mesurés ne sont pas comparables directement, et la transition vers le nouveau dispositif provoque donc une rupture de série.

Le premier point de divergence entre les deux dispositifs est la date d'observation : InserJeunes mesure l'insertion, une semaine donnée de janvier, 6 mois après la sortie théorique de la formation, alors que les enquêtes IVA et IPA le faisaient 7 mois après la sortie. La nature des dispositifs est également très différente : InserJeunes est une exploitation directe de fichiers administratifs alors que les enquêtes IVA et IPA étaient déclaratives. Cela impliquait notamment une incertitude sur la date précise d'observation, alors que celle-ci est précisément délimitée dans InserJeunes. De plus tous les jeunes ne répondaient pas (taux de réponses en moyenne de 58% pour l'enquête IPA et 54% pour l'enquête IVA au niveau national) ce qui pouvait s'accompagner d'un biais sur le profil des répondants en particulier en lien avec leur situation sur le marché du travail et donc institué un biais sur le taux d'emploi estimé. En revanche, l'aspect déclaratif permettait dans les enquêtes IVA et IPA de prendre en compte l'ensemble des formes d'emploi (ainsi que de distinguer les différents cas de non-emploi). Ce n'est plus le cas avec InserJeunes, qui se fonde sur les Déclarations Sociales Nominatives (DSN) comme source, et ne peut mesurer que l'emploi salarié relevant de ces déclarations, ce qui exclut notamment les indépendants, les auto entrepreneurs, les salariés des particuliers employeurs et la fonction publique.

Ce projet a reçu un financement du Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP) et permet de répondre à la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » de septembre 2018.

1. DEPP : Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

DARES : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques - Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/insertion-des-jeunes-apres-la-voie-professionnelle>